
L'enthousiasme des entreprises pour la protection des forêts et la plantation d'arbres est motivé par leur détermination à protéger les profits de l'extraction des combustibles fossiles

Les sociétés pétrolières, charbonnières et gazières ont détruit et pollué de vastes étendues de forêts et les destructions qui accompagnent leurs activités d'extraction de combustibles fossiles se poursuivent. Ces mêmes sociétés placent désormais la protection des forêts et la plantation d'arbres au cœur de leurs stratégies climatiques – une initiative de plus qui vise à protéger les bénéfices des entreprises.

Au fil des années, les compagnies pétrolières, charbonnières et gazières ont détruit de vastes étendues de forêts et en ont pollué bien plus encore. Pourtant, tout à coup, elles prétendent s'être découvert un amour pour les forêts. De plus, elles les placent au cœur des nouvelles stratégies climatiques qu'elles promeuvent après avoir passé des décennies et dépensé des milliards de dollars à remettre en question tout lien entre les énergies fossiles et le réchauffement de la planète. (1)

Pourquoi ce grand changement ? Plusieurs facteurs jouent probablement un rôle. Premièrement, les gouvernements se tournent de plus en plus vers une législation visant à limiter les émissions de gaz à effet de serre provenant de la combustion de combustibles fossiles. Deuxièmement, de plus en plus de poursuites sont intentées contre des sociétés pétrolières et charbonnières pour leur rôle à la fois dans le changement climatique et dans le déni de ce changement. Et les événements climatiques extrêmes se produisent beaucoup plus fréquemment et d'une manière qu'il est maintenant plus difficile d'ignorer.

De ce fait, l'industrie pétrolière a commencé à modifier sa stratégie climatosceptique. Leur nouvelle ligne de conduite est que le changement climatique est réel, mais que les forêts régleront une grande partie du problème. Il est inutile d'être si pressé d'abandonner la combustion de pétrole ou de gaz, disent-ils. Pourquoi ne pas simplement empêcher les forêts de libérer du carbone ? Ou planter de nouveaux arbres pour absorber une partie du dioxyde de carbone qui s'accumule dans l'atmosphère ?

Parler de la protection de la nature tout en empochant les profits permis par sa destruction

Prenons par exemple la compagnie pétrolière et gazière italienne ENI. Son site web comprend désormais une grande section décrivant « l'engagement de compagnie à protéger les forêts » et présentant de belles images de forêts luxuriantes et des appels urgents à agir contre la déforestation. Dans le même temps, la stratégie à long terme d'ENI prévoit que 90 % de sa production d'énergie d'ici 2050 proviendra de la combustion de gaz fossile.

La compagnie pétrolière anglo-hollandaise Shell proclame également son enthousiasme pour la nature, et les forêts en particulier. Une vidéo intitulée « Shell et les solutions fondées sur la nature » figure sur une page web de Shell portant le même nom. Elle explique comment « Shell valorise le potentiel de la nature », « soutient les projets de reboisement » et « protège les forêts menacées ».

Ces activités, affirme la vidéo, « permettent à nos clients de lutter plus facilement contre leurs émissions ». Une carte du monde présente les projets financés par Shell ou ses clients qui paient un petit supplément pour faire le plein avec un « carburant climatiquement neutre pour le climat ». La société affirme que sa production d'énergie à base de pétrole a déjà atteint son pic, mais comme ENI, Shell prévoit d'augmenter ses activités liées au gaz fossile. D'ici 2020, plus de la moitié de ses ventes d'énergie proviendront du gaz fossile.

Total, la compagnie pétrolière française, veut extraire et transporter du pétrole et du gaz à travers un site classé au patrimoine mondial dans le rift Albertin en Afrique de l'Est et détruire des forêts de tourbe riches en carbone (ainsi que le carbone fossile contenu dans les gisements de pétrole et de gaz situés sous ces forêts) dans la région de la Cuvette en République du Congo. (2) Elle a mis en place « les solutions Total fondées sur la nature » en 2019. Dotée d'un budget de 100 millions USD (en 2019, Total a dépensé 1,55 milliard USD pour l'exploration des énergies fossiles), la nouvelle unité « est chargée de financer, développer et gérer des projets de séquestration de carbone et de réduction des émissions de gaz à effet de serre ». Et la Fondation Total « a fait de la préservation et de la restauration des forêts un axe majeur de son programme » tandis que la société Total prévoit de générer 85 % de ses ventes d'énergie d'ici 2030 à partir du pétrole ou du gaz fossile.

Des documents obtenus par l'organisation britannique Culture Unstained montrent que la compagnie pétrolière et gazière norvégienne Equinor (anciennement Statoil) a offert de financer des projets de plantation d'arbres et de protection des forêts, sous réserve que cela lui ouvre la porte au parrainage de la prochaine conférence des Nations Unies sur le climat en Écosse, prévue pour novembre 2021. (3) En 2018, Equinor a écrit qu'elle serait prête à investir dans des projets de carbone forestier « lorsqu'il y aura une clarification sur le développement du marché ». Il semble bien que le gouvernement britannique se prépare à fournir cette clarification. Les notes d'une réunion de mai 2020 entre des représentants du gouvernement britannique et des représentants d'Equinor confirment que le gouvernement britannique veut utiliser sa position d'hôte de la réunion de l'ONU sur le climat pour faire adopter une décision visant à mettre en place « des marchés du carbone robustes qui débloquent des financements privés pour l'atténuation, notamment grâce à des solutions fondées sur la nature ».

Les documents obtenus par Culture Unstained montrent que des représentants du gouvernement britannique ont également rencontré des représentants de BP et de Shell. (3) Et BP se prépare également à l'émergence de ce marché du carbone : sa filiale BP Ventures a pris une participation majoritaire dans la plus grande société américaine de développement de projets de carbone forestier, Finite Carbon, en décembre 2020. (4)

La non-solution des entreprises entraînera un accaparement massif des terres et une aggravation du chaos climatique

Comme les compagnies pétrolières n'ont pas l'intention de réduire radicalement l'extraction de carbone fossile dans un avenir proche, leurs non-solutions fondées sur la nature – si elles sont mises en œuvre – nécessiteront d'énormes superficies de forêt et de terres plantées d'arbres qui serviront d'installation de stockage de carbone pour les entreprises. L'unité Solutions fondées sur la nature de Total va rechercher des projets permettant de stocker au moins l'équivalent de cinq millions de tonnes d'émissions de CO₂ de l'entreprise **par an** à partir de 2030. Shell a annoncé une augmentation de l'achat de compensations carbone, provenant notamment de projets de plantation d'arbres et de conservation des forêts, pour parvenir à 120 millions de tonnes **par an** d'ici 2030 ; ENI compte sur les forêts pour stocker l'équivalent de 40 millions de tonnes de ses émissions de dioxyde de carbone **par an** à partir de 2050 (et six millions de tonnes **par an** à partir de 2024). Et il ne s'agit là

que la demande de terres d'une poignée de compagnies pétrolières pour compenser leurs émissions de carbone. Entre-temps, plus de 1500 grandes entreprises se sont engagées à devenir neutres en carbone, et des multinationales comme Nestlé et Unilever ou des entreprises technologiques comme Microsoft et Google et d'autres gros pollueurs telles que l'industrie aéronautique exigent également des terres pour le stockage du carbone en surface.

Les chiffres laissent donc penser que cette non-solution d'accaparement de la nature par les entreprises se transformera en une menace majeure pour la souveraineté alimentaire et le contrôle des communautés sur leurs territoires dans les pays du Sud, car elle amènera à enclore des forêts et des terres pour en faire des plantations d'arbres à grande échelle.

L'industrie de la conservation présente la nature comme une solution pour les entreprises polluantes

Les entreprises ont reçu une aide considérable de la part de grands groupes de conservation dans la conception de cette dernière non-solution d'entreprise au changement climatique. En 2009, des groupes de conservation tels que The Nature Conservancy, Conservation International et l'UICN ont discuté des moyens de transformer le carbone stocké dans les zones forestières protégées qu'ils gèrent en argent pour leurs organisations. De ces discussions est née l'idée de « solutions fondées sur la nature » (voir l'article dans ce numéro du Bulletin).

Leur proposition consiste à enclore des forêts et les terres plantées d'arbres, à les déclarer comme des installations industrielles de stockage de carbone en surface et à échanger le carbone stocké ainsi stocké contre l'extraction d'une plus grande quantité de carbone fossile des gisements souterrains de pétrole, de gaz et de charbon.

Rappelons le raisonnement vicié sur lequel est basée la compensation, qui part de l'idée que les dommages causés par la pollution ou la destruction à un endroit peuvent être réparés en empêchant la pollution ou la destruction qui allait avoir lieu ailleurs.

Prenons l'exemple des projets de carbone forestier, qui sont aussi souvent appelés projet de compensation REDD.

Une entreprise de conservation à but lucratif basée dans un pays industrialisé, telle que Wildlife Works Carbon, ou un groupe de conservation tel que The Nature Conservancy, affirme que sans leur intervention, une forêt aurait été détruite. Il convient de noter qu'aucun site de projet REDD ne comprend une forêt réellement menacée de destruction, par exemple par l'expansion des plantations de palmiers à huile ou de soja ou l'exploitation forestière industrielle. Les projets REDD ne sont pas non plus situés là où une compagnie de combustibles fossiles prévoyait d'extraire du pétrole, du charbon ou du gaz des gisements de carbone souterrains. Presque sans exception, les porteurs de projets de compensation jugent que l'agriculture paysanne, la « pression démographique » et la culture itinérante sont les facteurs présumés de la déforestation. La menace de déforestation identifiée doit alors être empêchée par le projet REDD. En réalité, cela s'est traduit par un affaiblissement et un contrôle des pratiques agricoles paysannes et un dénigrement et une limitation de la culture itinérante. (6)

Le récit sur lequel se base un projet de compensation pour calculer ses économies d'émissions (la prétendue menace de déforestation qui a été évitée) est toujours hypothétique, car il n'est pas possible de savoir ce qui serait arrivé à la forêt sans le projet de compensation. Des études suggèrent que de nombreux projets de compensation REDD et de plantation d'arbres, sinon la plupart, exagèrent les émissions qu'ils auraient prétendument évitées. (7)

Les émissions des compagnies pétrolières, en revanche, sont réelles. C'est une combinaison risquée pour le climat.

Le résultat, c'est que les émissions provenant de la combustion de combustibles fossiles continuent de s'accumuler et réchauffent ainsi la planète. Pourtant, leurs clients et les gouvernements poussés par les lobbyistes de l'industrie pétrolière sont amenés à croire que les dommages climatiques de ces émissions ont été traités.

Le chaos du cycle du carbone

Les projets de compensation portant sur la conservation des forêts et la plantation d'arbres confondent également deux cycles du carbone qui ont des impacts très différents sur le climat. Le carbone de l'arbre fait partie d'un cycle beaucoup plus rapide que le carbone stocké dans les gisements souterrains de pétrole, de gaz ou de charbon. Ces réserves de carbone souterraines sont constituées de carbone fossile, c'est-à-dire de carbone qui est enfermé dans ces gisements depuis des millions d'années. À l'inverse, même les vieilles forêts ne stockent le carbone que pendant quelques centaines à milliers d'années avant qu'il ne soit à nouveau rejeté dans l'atmosphère lorsque les arbres se décomposent. Dans les plantations industrielles d'arbres, les arbres sont souvent coupés au bout de sept ans seulement.

D'un point de vue climatique, le carbone souterrain et le carbone aérien ne sont donc pas les mêmes. L'un (le carbone fossile) est emprisonné en toute sécurité pendant des millénaires – sauf si des compagnies forent des puits de pétrole ou creusent des mines de charbon. L'autre (le carbone dans la végétation) a toujours fait partie du cycle qui détermine le climat, mais jamais dans une mesure susceptible de provoquer un chaos climatique comme le fait l'ajout de carbone fossile.

REDD comme précurseur

C'est lors de la conférence des Nations Unies sur le climat en 2019 que Shell, BP et d'autres ont rejoint le lobby des marchés du carbone et l'industrie de la conservation pour lancer un marché destiné à ce qu'ils appelaient alors des « solutions climatiques naturelles » (les « solutions fondées sur la nature » d'aujourd'hui). (5)

Quels que soient les mots utilisés, cependant (la « décarbonisation zéro net », la « neutralité climatique » ou la « neutralité carbone » sont d'autres termes fréquemment utilisés en relation avec les solutions d'entreprise fondées sur la nature), ces initiatives d'entreprise ont un point commun : la volonté de l'industrie pétrolière de continuer à détruire les stockages de carbone souterrains pendant des décennies.

Leurs plans d'extraction à long terme montrent que pour Shell, ENI, Equinor, Total, Exxon, BP et leur industrie, la « décarbonisation » signifie qu'ils continueront d'extraire et de brûler du carbone fossile pour produire de l'énergie et libérer plus de dioxyde de carbone dans l'atmosphère – entraînant ainsi un changement rapide du climat. Les « enclosures » fondées sur la nature permettent simplement à ces destructions d'avancer masquées ([Bulletin 247](#)).

Tout comme la clôture des forêts en tant qu'installation industrielle de stockage en surface de carbone par le biais REDD, cette nouvelle opération de greenwashing de l'extraction du carbone fossile risque également de priver d'innombrables communautés paysannes et forestières de leurs moyens de subsistance. (6) Si l'acronyme REDD signifie Réduction des émissions issues de la déforestation et de la dégradation des forêts, les projets et programmes REDD n'ont jamais essayé

de réduire la déforestation à grande échelle menée par les entreprises – qui s'est poursuivie sans être dérangée par les initiatives REDD. Au lieu de cela, REDD a conduit entraîné des restrictions contraignantes sur les pratiques agricoles paysannes en général, et la culture itinérante en particulier.

Ce qui a commencé sous la forme du programme REDD il y a 15 ans a maintenant été étendu à des non-solutions d'entreprise fondées sur la nature qui risquent d'enclorre non seulement les forêts, mais aussi les mangroves, les prairies et les sols en tant qu'installations pour en faire des installations de stockage de carbone en surface. Pour le moment, les compagnies pétrolières qui prétendent soutenir cette dernière idée financent principalement des projets REDD existants : Shell achète des crédits carbone, notamment au projet REDD de Katingan en Indonésie et à trois projets REDD au Pérou ; ENI participe au projet REDD de Luangwa en Zambie ; Total a acheté des crédits carbone au projet REDD de protection de la forêt de Kariba au Zimbabwe pour sa première livraison de gaz fossile liquide « neutre en carbone » en 2020. BP s'est concentré sur des projets de carbone forestier gérés par la société américaine de compensation de carbone Finite Carbon, qu'elle a récemment acquise. Au cours de sa première initiative de crédits carbone forestiers, BP a investi dans le projet de conservation du carbone forestier de Noel Kempff en Bolivie, qui a été géré par The Nature Conservancy.

Il a été démontré que ces projets de compensation carbone exagèrent les économies d'émissions qu'ils vendent sous forme de crédits carbone ou provoquent des conflits et restreignent les pratiques agricoles paysannes et l'utilisation communautaire de la forêt – ou les deux. (8) En soutenant des projets REDD comme ceux-ci, les groupes conservacionnistes ont contribué à centrer le discours de la déforestation sur l'agriculture paysanne plutôt que sur la destruction des forêts provoquée par les grandes entreprises qui font des dons si généreux à leurs organisations. (9) En soutenant les compensations des « solutions fondées sur la nature » prônées par les entreprises, ces mêmes groupes se rangent désormais du côté de l'industrie pétrolière en cherchant à retarder l'abandon des combustibles fossiles.

En somme, ces non-solutions fondées sur la nature sont un coup médiatique par excellence pour les sociétés pétrolières qui n'ont guère l'intention de renoncer aux profits de l'extractivisme du carbone fossile à grande échelle, à la vitesse nécessaire pour réduire le risque de chaos climatique. Ne nous laissons pas bernier par le dernier subterfuge des industries du pétrole et de la conservation. Elles soutiendront inévitablement certaines initiatives de conservation des forêts véritablement gérées par les communautés. Elles feront la même promesse inlassable qu'avec REDD : que tout « problème » peut être résolu grâce à une meilleure supervision, des normes de certification, un suivi plus strict des politiques de sauvegarde et une plus grande participation de la communauté. Ces efforts passent à côté de la racine du problème : le danger des solutions d'entreprise fondées sur la nature ne provient pas d'une mauvaise mise en œuvre (même si cela se produit aussi) ; le danger réside dans le fait que cette non-solution déclenche un accaparement massif des terres et détourne l'attention du besoin urgent de mettre fin à la destruction par les compagnies des gisements souterrains de pétrole, de gaz et de charbon.

Jutta Kill

Membre du Secrétariat du WRM

(1) Au cours des seules cinq dernières années, Exxon Mobil, Shell, BP, Total et Chevron auraient dépensé plus d'un milliard de dollars pour faire du lobby contre une législation climatique qui mettrait en péril leurs bénéfices liés à la combustion de combustibles fossiles. Le [site web du groupe américain Climate Investigation Center](#) contient un fonds important de documents montrant

-
- l'historique du financement du climatoscepticisme par les compagnies pétrolières. Voir également [The Problem with Big Oil's Forest Fever](#), par Phoebe Cooke. et le rapport InfluenceMap 2019 : [How the oil majors have spent \\$1Bn since Paris on narrative capture and lobbying on climate](#).
- (2) [Anatomy of a 'Nature-Based Solution': Total oil, 40,000 hectares of disappearing African savannah, Emmanuel Macron, Norwegian and French 'aid' to an election-rigging dictator, trees to burn, secret contacts, and dumbstruck conservationists](#), par Simon Counsell. avril 2021.
- (3) [Docs Show Equinor Pushing 'False Solutions' to Climate Change While Lobbying UK Government on COP26](#), par Phoebe Cooke, DESMOG UK. octobre 2020. Les documents obtenus à travers des demandes d'accès à l'information déposées par l'organisation Culture Unstained sont disponibles sur <https://cultureunstained.org/bigoilpushtosponsorcop/>.
- (4) Les déclarations de la société peuvent être consultées à l'adresse : [ENI](#); [Shell](#); [Total](#); [Equinor](#); [BP](#); l'ONG Client Earth a [compilé différentes publicités mensongères des compagnies énergétiques sur](#).
- (5) Launched at COP25, IETA's [Markets for Natural Climate Solutions is greenwash for the oil industry](#). [REDD-Monitor](#), 11 décembre 2019.
- (6) Pour en savoir plus : [10 alertes sur REDD à l'intention des communautés](#); [REDD : une collection de conflits, de contradictions et de mensonges](#); [Alerte sur REDD! Comment les projets REDD+ fragilisent l'agriculture paysanne et les vraies solutions du changement climatique](#)
- (7) Voir par exemple : West, T. et al. 2020. [Overstated carbon emission reductions from voluntary REDD+ projects in the Brazilian Amazon](#); Scott, D.F. et al. 2016. *The virtual economy of REDD+ projects: does private certification of REDD+ projects ensure their environmental integrity?* [International Forestry Review](#), 18(2):261-263; SSNC 2013. [REDD Plus or REDD 'Light'? Biodiversity, communities and forest carbon certification](#). Voir aussi ReCommon 2016 : [The Kasigau Corridor REDD Project in Kenya. A Crash Dive for Althelia Climate Fund](#) et <https://projects.worldbank.org/en/projects-operations/project-detail/P160320?lang=en&tab=overview>;
- (8) Voir redd-monitor.org pour les rapports sur ces projets REDD.
- (9) Voir par exemple : [How big donors and corporations shape conservation goals](#), par Jeremy Hance. Mongabay 3 mai 2016 and [A Challenge to Conservationists](#), by M. Chapin.